

# Bulletin de veille

du 20 au 31 décembre 2021



Sélection d'articles et de rapports sur la  
conjoncture, les grandes questions  
macroéconomiques et des  
secteurs stratégiques

Rexecode

Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
  - Energie & matières premières
  - Construction – immobilier
  - Industrie – Services
  - Télécommunications
  - Transport
  - Environnement
  
- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

## INTERNATIONAL

### Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : Le pari d'une double normalisation

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2021, décembre, 41 p.

Publication de conjoncture trimestrielle rappelant les scénarii prévisionnels à court terme du Crédit Agricole pour les pays développés, les pays émergents, la politique monétaire et les marchés financiers.

<https://etudes-economiques.credit-agricole.com/Decryptage-eco/Scenario-macro-economique>

## ZONES EMERGENTES \_ FINANCE

### Emerging Markets M&A Review - Financial Advisors - Full Year 2021

REFINITIV

2022, janvier, 8 p.

Cette publication trimestrielle propose un panorama des fusions-acquisitions d'entreprises dans les pays émergents : évolution du volume de transactions, principaux pays cibles, données par grandes régions, par secteurs d'activité, par conseillers financiers (une autre publication est dédiée aux conseillers juridiques), par entreprises ciblées. -

<https://www.refinitiv.com/en/products/deals-intelligence#quarterly-reviews>

## EUROPE CENTRALE & ORIENTALE

### Progress towards meeting the economic criteria for accession: the EU Commission's 2021 assessments

INSTITUTIONAL PAPER (Commission européenne) 2021, N.161, novembre, 106 p.

Ce document réunit chaque année en un seul volume les chapitres relatifs à l'économie des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, extraits des rapports de monitoring individuels et des rapports périodiques parus dans l'année. L'introduction détaille la méthodologie d'élaboration de ces rapports et l'ensemble des critères relatifs à l'existence d'une économie de marché et d'un système productif et financier, stables et aptes à faire face à la concurrence extérieure.

Pour connaître les progrès réalisés par les pays candidats sur l'ensemble des critères d'adhésion (non exclusivement économiques), se reporter à l'intégralité des rapports disponibles sur le site de la Commission :

<https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/>

[http://ec.europa.eu/comm/economy\\_finance/publications\\_en.htm](http://ec.europa.eu/comm/economy_finance/publications_en.htm)

## UNION EUROPEENNE

### Rapport sur la performance du budget de l'UE – Situation à la fin de 2020

COUR DES COMPTES EUROPEENNE

2020, novembre, 308 p.

Rapport annuel sur la performance budgétaire de l'UE divisé en sept chapitres:

1 - Bilan des progrès réalisés dans la conception et la performance des programmes de dépenses pour la période 2021-2027 à partir d'un échantillon de propositions législatives de la Commission pour 5 des 48 programmes de dépenses correspondant à environ 60% du budget total de la période

2 à 6 - Résultats obtenus par les programmes de l'UE relevant respectivement des sous-rubriques 1a, 1b, 2, 3 et 4 du CFP 2014-2020 (Compétitivité pour la croissance et l'emploi, Cohésion économique, sociale et territoriale, Ressources naturelles, Sécurité et citoyenneté, Europe dans le monde). Examen détaillé de 5 (sur 58) programmes de dépenses pour la période 2014-2020, représentant environ un 1/5 des paiements effectués avant la fin de 2020. Evaluation basée sur les informations fournies par la Commission (entre autres, le rapport annuel sur la gestion et la performance, les indicateurs de performance et les évaluations) et, le cas échéant, sur les constatations de travaux d'audit.

7- Résultats du suivi des recommandations d'audit formulées dans les rapports spéciaux publiés en 2017. Cette édition tient compte de l'impact du Brexit et de la pandémie de COVID-19 mais la plupart des données de suivi portent sur 2019 ou sur les exercices précédents. Selon la Cour Les résultats sont mitigés dans divers domaines de financement. Par ailleurs, les indicateurs mesurant les progrès dans la réalisation des objectifs ne sont pas suffisamment centrés sur les résultats (...) La performance de certains des programmes de dépenses s'est améliorée, bien que d'autres aient pâti de la pandémie de COVID-19 en 2020."

<https://www.eca.europa.eu/fr/Pages/DocItem.aspx?did={62589881-C4F3-46F5-A2C2-CF2F98EC375C}>

## Progress towards meeting the economic criteria for accession: the EU Commission's 2021 assessments

INSTITUTIONAL PAPER (Commission européenne) 2021, N.161, novembre, 106 p.

Ce document réunit chaque année en un seul volume les chapitres relatifs à l'économie des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, extraits des rapports de monitoring individuels et des rapports périodiques parus dans l'année. L'introduction détaille la méthodologie d'élaboration de ces rapports et l'ensemble des critères relatifs à l'existence d'une économie de marché et d'un système productif et financier, stables et aptes à faire face à la concurrence extérieure.

Pour connaître les progrès réalisés par les pays candidats sur l'ensemble des critères d'adhésion (non exclusivement économiques), se reporter à l'intégralité des rapports disponibles sur le site de la Commission :

<https://ec.europa.eu/neighbourhood-enlargement/>

[http://ec.europa.eu/comm/economy\\_finance/publications\\_en.htm](http://ec.europa.eu/comm/economy_finance/publications_en.htm)

## PAYS DE L'UNION EUROPEENNE



### Tableau de bord de la reprise et de la résilience / Recovery and Resilience Scoreboard

COMMISSION EUROPEENNE

Plateforme visant à présenter les progrès réalisés dans la mise en œuvre du plan de relance européen décidé pour faire face à la crise déclenchée par la pandémie de Covid, soit la facilité pour la reprise et la résilience (FRR) dans son ensemble, ainsi que des différents plans nationaux pour la reprise et la résilience. Le tableau de bord basé sur des données européennes et nationales, permet de suivre notamment la réalisation des valeurs intermédiaires et des valeurs cible des décaissements au titre de la FRR. Il comprend également des données compilées par la Commission: dépenses par domaine d'action, ventilation des dépenses dans le secteur du numérique et dans les secteurs vert et social, mise en œuvre des plans dans des domaines d'action spécifiques.

[https://ec.europa.eu/economy\\_finance/recovery-and-resilience-scoreboard/index.html](https://ec.europa.eu/economy_finance/recovery-and-resilience-scoreboard/index.html)

## PAYS DE L'UNION EUROPEENNE \_ FINANCES PUBLIQUES

### Public Investment Management in the EU: Key Features and Practices

DISCUSSION PAPERS (Commission Européenne) 2021, N.154, décembre, 25 p.

S'il existe un consensus sur les conditions d'une gestion efficace des investissements publics, les données permettant de l'évaluer sont rares. Ce document examine les leçons de l'expérience spécifique des pays de l'UE au travers d'une revue de la littérature. - [https://ec.europa.eu/info/publications-0/economy-finance-and-euro-publications\\_en](https://ec.europa.eu/info/publications-0/economy-finance-and-euro-publications_en)

### The Recovery and Resilience Facility: A Springboard for a Renaissance of Public Investments in Europe?

GROS, Daniel \_ DOLLS, Mathias \_ CORTI, Francesco \_ RUIZ, Tomas \_ LISCAI, Alessandro \_ KISS-GALFALVI, Tamas \_ GSTREIN, David \_ HEROLD, Elena

ECONPOL POLICY BRIEF 2021, décembre, 12 p.

Les fonds fournis dans le cadre des plans nationaux de redressement et de résilience de NextGenerationEU sont censés financer de nouveaux projets pour compléter les efforts nationaux. Selon le principe d'additionnalité, l'intervention financière de l'UE ne doit pas se substituer au financement national qui aurait été utilisé en l'absence d'intervention de l'UE. L'objectif de cette note est de faire le point sur l'additionnalité des investissements publics dans le cadre de la Facilité pour la reprise et la résilience d'un point de vue macro et micro.

Ce *Policy Brief* analyse dans quelle mesure les fonds fournis par le Recovery and Resilience Facility (RRF) sont utilisés par les États membres pour financer de nouveaux projets. L'analyse montre que dans l'UE-27, il n'y a pas de relation significative entre le montant des subventions du RRF (en % du PIB) et l'accélération des investissements publics. Cela suggère que les fonds du RRF sont principalement utilisés pour financer des projets d'investissement existants. Une analyse approfondie des plans nationaux de l'Autriche, de la Belgique, de l'Allemagne, de l'Espagne, de l'Italie et du Portugal révèle une hétérogénéité importante entre les pays. La part des nouveaux projets d'investissement est la plus faible en Autriche (19%) et en Allemagne (20%) et la plus élevée en Belgique (77%). Cette part s'élève à 40% en Espagne et à 64% en Italie et au Portugal.

[https://www.econpol.eu/publications/policy\\_brief\\_40](https://www.econpol.eu/publications/policy_brief_40)

## ALLEMAGNE

### Focus Germany: Outlook 2022: New realities

FOCUS GERMANY (Deutsche Bank Research) 2021, décembre, 48 p.

Chronique de conjoncture de l'économie allemande et prévisions de la Deutsche Bank.

2022 devrait atteindre une croissance du PIB de 4 % malgré la récession technique du semestre d'hiver. En 2023, la croissance trimestrielle du PIB ralentira pour se rapprocher de la tendance. La consommation privée se contractera au cours du semestre d'hiver 2021/22, suivi d'un fort rebond qui se traduira par un taux de croissance annuel de 6,6 % en 2022. Le marché du travail allemand sort de la crise. La hausse du salaire minimum (12 euros) augmentera le coût de la main-d'œuvre d'environ 3 %. Une forte dérive salariale portera la hausse effective des salaires à 3,5% en 2022 et 2023.

Commerce extérieur : il est peu probable que l'activité commerciale reprenne avant la fin de 2022. Les chaînes d'approvisionnement continentales seront renforcées.

Politique budgétaire : les grands projets de dépenses du nouveau gouvernement, qui ne sont pas encore quantifiables, pourraient faire augmenter considérablement les déficits. En 2022 l'"équipe Scholz" devrait se concentrer sur la protection du climat et sur des déductions fiscales importantes pour les investissements verts et numériques. La politique européenne allemande pourrait être moins orthodoxe sur le plan fiscal et ouverte à une réforme prudente des règles fiscales de l'UE.

<http://bit.ly/wW0mx2>

### Outlook for the German economy for 2022 to 2024

DEUTSCHE BUNDESBANK MONTHLY REPORT 2021, décembre, 28 p.

Livraison semestrielle des prévisions à 2 ans de la Bundesbank. Selon les dernières projections, le PIB devrait progresser d'un peu plus de 4 % en 2022 et d'un peu plus de 3 % en 2023. En 2024, la croissance du PIB se réduira à environ 1 %. Dans cette projection, les ratios de déficit et de dette publics diminueront rapidement. Cela est dû à la forte reprise économique et à l'expiration des mesures d'aide à la crise. Les projets budgétaires prévus par le nouveau gouvernement fédéral allemand ne sont toutefois pas encore inclus dans cette projection. Ils sont susceptibles de rendre la politique budgétaire du nouveau gouvernement nettement plus expansionniste.

→ Paraît en avant-première par rapport à la diffusion du bulletin complet en version anglaise

<https://www.bundesbank.de/en/publications/reports/monthly-reports>

## FRANCE

### Patrimoine des retraités et transmission du patrimoine

CONSEIL D'ORIENTATION DES RETRAITES \_ INSEE

2021, décembre, multip.

En 2018, 13 % des revenus des retraités proviennent du patrimoine, contre 6 % pour les actifs. A la fin de leur vie, les retraités continuent de disposer d'un patrimoine conséquent. Le dossier propose une analyse de ce patrimoine des retraités et de sa transmission aux plus jeunes générations.

<https://www.cor-retraites.fr/node/578>

## FRANCE \_ ENTREPRISE & SECTEURS

### Face à la crise sanitaire, les grands groupes ont ajusté leurs dépenses et maîtrisé leur endettement financier net en 2020

GONZALEZ, Olivier \_ RIEU-FOUCAULT, Anne-Marie

BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°238-7, décembre, 16 p.

Les auteurs analysent les comptes consolidés des grands groupes français (hors secteur financier) pour 2020. Face à la crise sanitaire et au recul de l'activité qui a affecté chiffre d'affaires et rentabilité (-30,3% de moins en 2020 par rapport à 2019), ils ont diminué les distributions de dividendes, préservé leur niveau global d'investissement (17%) et maîtrisé leur endettement financier net en renforçant leur trésorerie (trésorerie nette à 38% des capitaux propres, le niveau le plus élevé depuis 2007). Les résultats sont néanmoins hétérogènes selon les secteurs d'activité. La capacité à rembourser l'endettement se dégrade, ponctuellement, en 2020. La reprise en 2021 et, au moins pour les grandes entreprises, une tendance au désendettement bancaire, permettent toutefois d'anticiper, selon la Banque de France, une situation plus favorable à moyen et long terme.

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

## La participation des salariés à la gouvernance d'entreprise : quel impact sur la performance et la politique de distribution des liquidités dans le SBF 120 (2000-2014) ?

CEZANNE, Cécile \_ HOLLANDTS, Xavier

ECONOMIE ET STATISTIQUE (INSEE) 2021, N°528-529, décembre, pp. 85-108

L'article étudie l'impact de la participation des salariés au capital et aux instances de gouvernance sur la performance et la politique de distribution des liquidités d'entreprises françaises. Cette analyse empirique est réalisée à partir de données issues de la combinaison de trois sources (IODS, Eikon et Thomson Reuters) pour un échantillon de sociétés cotées en France sur la période 2000-2014 (donc avant la loi PACTE de 2019). Après une revue de la littérature, les auteurs montrent que la participation des salariés à la gouvernance des entreprises a plusieurs effets : l'actionnariat salarié permet d'accroître la rentabilité des entreprises mais aussi de freiner leurs pratiques de versements de dividendes et de rachats d'actions. La participation des salariés au conseil d'administration (ou de surveillance) modère les versements de dividendes aux actionnaires.

<https://www.insee.fr/fr/statistiques?debut=0&categorie=2&collection=2>

## FRANCE \_ CONSTRUCTION & IMMOBILIER

### Quelle rentabilité économique pour les rénovations énergétiques des logements ?

AUSSILLOUX, Vincent \_ GIRAUDET, Louis-Gaëtan \_ VIVIER, Lucas \_ CHABROL, François

NOTE D'ANALYSE (France Stratégie) 2021, N°104, décembre, 8+20 p.

La note fournit un ordre de grandeur quant au nombre de rénovations de logements du parc résidentiel privé pouvant être rentabilisées selon un mécanisme de tiers payant proposé par France Stratégie : les particuliers rétrocéderaient la majeure partie des économies réalisées sur la facture d'énergie à un opérateur ensemblier en échange d'une prise en charge intégrale du financement et du pilotage des travaux de rénovation. Parmi les avantages de cette rétrocession : l'absence de paiement direct et d'endettement pour le propriétaire du logement rénové, la réduction du risque d'effet rebond.

Au total, vingt-cinq scénarios ont été modélisés en combinant l'ensemble des valeurs pouvant être prises par les données d'entrée : taux d'intérêt du financement du projet, coûts d'investissement, évolution du prix des énergies, taux de rétrocession des économies d'énergie du ménage à l'opérateur, etc. Cela aboutit à une forte incertitude sur la rentabilité des rénovations étudiées et les résultats doivent être interprétés avec prudence selon les auteurs.

En vingt ans, la rentabilité serait assurée pour l'opérateur ensemblier, en termes de nombre de logements, dans des fourchettes comprises entre 2,3 et 10,5 millions pour l'étiquette C ; entre 570 000 et 5,6 millions pour l'étiquette B et entre 69 000 et 2,2 millions pour l'étiquette A. Dans le scénario central, le nombre de logements du parc privé dont la rénovation serait rentabilisée sous un horizon de vingt ans est de 7,9 millions (36% des logements du parc privé) si l'objectif de performance est fixé à l'étiquette C du diagnostic de performance énergétique (DPE), 3,4 millions (15%) s'il est fixé à B et 1 million (5%) s'il est fixé à A. - <http://www.strategie.gouv.fr/publications>

### Le marché immobilier de l'ancien - Janvier 2022 - Bilan 2021 et perspectives

CENTURY 21

2022, janvier, 46 p.

Bilan semestriel/annuel du marché de l'immobilier ancien et du marché locatif : prix, volumes de transaction, délais de vente, loyers... Pour le marché immobilier de l'ancien, "2021 est l'année de tous les records" (transactions, prix moyen au m<sup>2</sup>, quotités et durées de crédit, etc.). Les taux d'emprunt, historiquement bas, sont le carburant du dynamisme du marché : ils solvabilisent une partie des ménages les plus modestes, ils encouragent les primo accédants à sauter le pas, et ils permettent aux secundo accédants de vendre leur bien situé en hyper centre pour un logement plus spacieux, dans une agglomération de taille moyenne, afin de gagner en confort et en qualité de vie.

→ Voir également les communiqués trimestriels (rapide mise à jour intermédiaire).

<http://www.century21.fr/edito/article/conference-de-presse/communiqués-de-presse/>

## FRANCE \_ ENVIRONNEMENT

### Suivi et évaluation des engagements climatiques des acteurs de la Place

AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS \_ AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION (ACPR)

2021, décembre, 112 p.

Le rapport analyse les engagements pris par les institutions financières de la place de Paris en lien avec les enjeux climatiques et la mise en œuvre des préconisations publiées en 2020 par les autorités. Le rapport examine également les politiques d'engagement actionnarial et le rôle des initiatives collectives auxquelles adhèrent les institutions financières, notamment pour leurs engagements "net zero". Il expose notamment les difficultés concernant l'évaluation des expositions des gérants aux secteurs pétrole et gaz.

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/publications/rapports-etudes-et-analyses/deuxieme-rapport-commun-amfacpr-sur-le-suivi-et-evaluation-des-engagements-climatiques-des-acteurs>

## Un bilan écologique du quinquennat

TERRA NOVA

BRAUD, Marine

2021, décembre, 48 p.

Sans être exhaustive, la note dresse un bilan du quinquennat d'Emmanuel Macron (2017-2022) en matière de transition écologique dans les domaines relevant de la compétence nationale : biodiversité (artificialisation des sols, pollutions...) et climat. Elle ne couvre pas cette action de la France dans le champ européen. Ce quinquennat est "sans conteste celui qui a le plus agi en faveur de la transition écologique". Les financements publics consacrés à la transition ont atteint, grâce au plan de relance, des niveaux records, proches de ceux nécessaires pour mettre en oeuvre la Stratégie nationale bas carbone. Malgré cet "investissement record", les mesures prises sont insuffisantes pour aligner la France sur ses objectifs climatiques (-40 % d'émissions de GES d'ici 2030, voire -55% selon le nouvel engagement européen) et l'érosion de la biodiversité n'a pas été ralentie.

<https://tnova.fr/ecologie/transition-energetique/un-bilan-ecologique-du-quinquennat/>

## FRANCE \_ POPULATION

### Conjoncture démographique de la France - L'évolution démographique récente de la France : Moins de naissances, de mariages et de migrations, plus de décès... la Covid-19 bouleverse la dynamique de la population française

POPULATION (INED) 2021, N°4, décembre, 68 p.

Comme chaque année, la revue Population publie sa Conjoncture démographique qui détaille l'évolution démographique récente de la France. Ce bilan se concentre sur les données de l'année 2020, bouleversée par le début de l'épidémie de Covid-19. Toutes les composantes de la dynamique démographique du pays ont été affectées : diminution du nombre de naissances (- 17 000) et des interruptions volontaires de grossesse (- 10 000), du nombre de mariages (- 70 000) et de titres de séjours délivrés pour les ressortissants de pays tiers. Inversement, le nombre de décès a été historiquement élevé (+ 56 000).

<http://www.revue-population.fr/chroniques-de-population/conjoncture-demographique-france/>

## FRANCE \_ EMPLOI

### La masse salariale du secteur privé soumise à cotisations sociales enregistre une baisse historique en 2020

STAT'UR (Urssaf Caisse nationale) 2021, n°333, décembre, 12 p.

Cette publication annuelle analyse les évolutions sur 3 et 5 ans des données d'emploi et de masse salariale – Métropole et Drom – tirées de l'exploitation des déclarations de cotisations sociales aux Urssaf par les employeurs du régime général. Elle s'appuie sur les données de la base Séquoia qui centralise depuis janvier 1997 les effectifs et les assiettes salariales issus des obligations déclaratives des employeurs (la déclaration sociale nominative (DSN), mensuelle, qui remplace progressivement le bordereau de cotisations BRC).

En 2020, la masse salariale (soumise à cotisations sociales) du secteur privé en France s'établit à 562 Mrds€. Sur un an, elle enregistre un recul historique de 5,7% (après + 3,1% en 2019), sous l'effet des crises sanitaire et économique dues à l'épidémie de Covid-19. Cette baisse ne reflète toutefois pas l'évolution des rémunérations des salariés. En particulier, la prise en compte des indemnités de chômage partiel, non soumises à cotisations sociales, ramène la contraction de la masse salariale à - 1,6%.

→L'Urssaf publie également trimestriellement l'évolution de la masse salariale et des effectifs salariés du secteur privé.

<https://www.urssaf.org/home/observatoire-economique/publications/acoss-stat.html>

## FRANCE \_ FINANCE

### Suivi et évaluation des engagements climatiques des acteurs de la Place

AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS \_ AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION (ACPR)  
2021, décembre, 112 p.

Le rapport analyse les engagements pris par les institutions financières de la place de Paris en lien avec les enjeux climatiques et la mise en œuvre des préconisations publiées en 2020 par les autorités. Le rapport examine également les politiques d'engagement actionnarial et le rôle des initiatives collectives auxquelles adhèrent les institutions financières, notamment pour leurs engagements "net zero". Il expose notamment les difficultés concernant l'évaluation des expositions des gérants aux secteurs pétrole et gaz.

<https://www.amf-france.org/fr/actualites-publications/publications/rapports-etudes-et-analyses/deuxieme-rapport-commun-amfacpr-sur-le-suivi-et-evaluation-des-engagements-climatiques-des-acteurs>

### Les placements des assureurs s'adaptent à la crise et aux nouveaux défis

ARIAS, Liliana \_ CAPITAINE, Gaëlle \_ FERRAND-TENOT, Elodie \_ ROERO, Côme \_ AHADO, Frédéric \_ MEGDICHE, Ikram  
BULLETIN DE LA BANQUE DE FRANCE 2021, N°238-8, décembre, 18 p.

Malgré la crise sanitaire, les placements des assureurs établis en France ont augmenté de 39 milliards d'euros en 2020, atteignant 2852 Mds€ en fin d'année. Les assureurs français continuent de privilégier les titres de haute qualité. Le contexte de taux bas les incite à s'orienter davantage vers des actifs de diversification tels que l'immobilier et les titres structurés, qui représentent désormais près de 15% des placements. Les placements "verts", socialement responsables ou solidaires, atteignent près de 5% des placements. Le premier semestre 2021 a prolongé la tendance des trois derniers trimestres 2020, avec une progression tant des placements nets que des valorisations.

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-de-la-banque-de-france>

## FRANCE \_ FINANCES PUBLIQUES

### Loi n°2021-1900 du jeudi 30 décembre 2021 de finances pour 2022

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE : LOIS ET DECRETS 2021, décembre, 130 p.  
Texte de la loi de finances pour 2022 parue au Journal Officiel. - <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/jo>

### Repenser l'héritage

DHERBECOURT, Clément \_ FACK, Gabrielle \_ FIZE, Etienne \_ LANDAIS, Camille \_ STANTCHEVA, Stefanie \_ BIERNAT, Camille \_ GRIMPEL, Nicolas

NOTES DU CONSEIL D'ANALYSE ECONOMIQUE 2021, N°69, décembre, multip., Note, Focus et diaporama de présentation

Selon le CAE, l'héritage redevient un facteur déterminant dans la constitution du patrimoine dans les pays industrialisés. Le patrimoine hérité augmente rapidement (en part du patrimoine total), est très inégalement réparti, et redevient indispensable pour accéder au sommet de la distribution des niveaux de vie. Or la fiscalité française des successions est mitée par d'importants dispositifs d'exemptions ou d'exonérations fiscales qui réduisent très significativement la progressivité de l'impôt au bénéfice des plus grandes transmissions. Et la défaillance du système d'information sur la fiscalité successorale alimente une faible acceptabilité sociale quant à une éventuelle réforme.

Les auteurs proposent une réforme de cette politique de l'héritage fondée sur 4 piliers : la refonte de la collecte des déclarations fiscales ; le calcul des droits sur la base de la somme des flux successoraux perçus par les individus tout au long de la vie ; une réforme de l'assiette et du barème en profondeur ; la garantie d'un capital pour tous pour réduire les inégalités patrimoniales les plus extrêmes.

→ Note du CAE + Analyses complémentaires dans un Focus associé.

- <https://www.cae-eco.fr/Notes-CAE>



## ENTREPRISE & SECTEURS

### OECD SME and Entrepreneurship Outlook / Perspectives de l'OCDE sur les PME et l'entrepreneuriat

OECD SME AND ENTREPRENEURSHIP OUTLOOK 2021, juin, 400 p., VF parue en décembre

Ce rapport présente les tendances récentes de l'entrepreneuriat et des performances des petites et moyennes entreprises dans les pays de l'OCDE, et dans une seconde partie, l'ensemble des politiques et facteurs (institutions, réglementations, marché, infrastructures, accès au financement, aux qualifications et aux innovations) qui conditionnent leur activité. L'analyse transversale est complétée par des profils par pays (+détaillés en ligne, 20 p.). Ce rapport complète la publication statistique Entrepreneurship at a Glance".

- La première partie examine l'impact à court terme de la crise Covid. En s'appuyant sur les statistiques macroéconomiques et des entreprises et sur les résultats de l'enquête Facebook-OCDE-Banque mondiale sur l'avenir des entreprises, menée mensuellement au plus fort de la crise, elle examine dans quelle mesure les PME se sont emparés des dispositifs de soutien d'urgence et en évalue l'impact.

- La deuxième partie explore les problématiques pertinentes pour l'action publique : 1- Inquiétudes causées par l'endettement des PME, et la nécessité d'éviter une crise de la dette. 2- Risques et débouchés liés aux éventuelles reconfigurations des chaînes de valeur mondiales. 3- Transformation numérique des PME, de l'innovation et de l'entrepreneuriat pendant la crise et mesures nécessaires pour les poursuivre. - La troisième partie comprend les 38 profils-pays sur la situation des PME et les tendances et les facteurs de vulnérabilité et de résilience.

[https://www.oecd-ilibrary.org/fr/industry-and-services/oecd-sme-and-entrepreneurship-outlook-2019\\_34907e9c-en](https://www.oecd-ilibrary.org/fr/industry-and-services/oecd-sme-and-entrepreneurship-outlook-2019_34907e9c-en)

Accès public : <https://www.oecd.org/industry/oecd-sme-and-entrepreneurship-outlook-2019-34907e9c-en.htm>

## ENERGIE & MATIERES PREMIERES

### Key Commodity Market Themes for 2022

HANCOCK, Joel \_ DAHDAH, Bernard

COMMODITIES REPORT [Natixis] 2021, décembre, 10 p.

Prévisions annuelles de Natixis sur les marchés et les prix du pétrole, du gaz et des métaux.

Accès public : <https://www.research.natixis.com/>

### Bulletin mensuel du CPDP - novembre 2021

BULLETIN MENSUEL - CPDP 2021, N°719, décembre, 40 p.

La première partie de ce bulletin passe en revue le marché pétrolier et les activités de l'industrie pétrolière en France puis fournit quelques données statistiques sur les autres sources d'énergie et les transports. La seconde partie examine la production et le prix du pétrole brut et des produits pétroliers dans le monde, le fret pétrolier et les résultats de l'industrie pétrolière à l'étranger.

→ Disponible sur abonnement

<https://pro.cdpd.org/> - Accès public : <https://pro.cdpd.org/>

## ECONOMIE NUMERIQUE

### Technology Predictions 2022

GP.BULLHOUND

2021, décembre, 48 p.

Rapport annuel dressant le panorama des dix technologies émergentes clés pour la transformation numérique de l'année à venir. En 2022 notamment : métavers, finance décentralisée, logistique et chaînes d'approvisionnement, semi-conducteurs.

<https://insights.gpbullhound.com/report/technology-predictions-2022/cover>

## ENVIRONNEMENT

### La tarification du carbone à l'heure du COVID-19 : Quels changements dans les pays du G20 ?

OCDE

2021, octobre

Bilan de l'évolution de la tarification du carbone dans les économies du G20, responsables de 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, entre 2018 et 2021. Les prix du carbone sont estimés sur la base des taxes carbone, des systèmes d'échange de quotas d'émission et des droits d'accise sur les carburants et combustibles.

<https://www.oecd.org/fr/fiscalite/politiques-fiscales/la-tarification-du-carbone-a-l-heure-du-covid-19-quels-changements-dans-les-pays-du-g20.htm>

### Financial Regulation, Climate Change, and the Transition to a Low-Carbon Economy: A Survey of the Issues

IMF WORKING PAPER 2021, N.2021/296, décembre, 45 p.

Les banques centrales et les régulateurs financiers sont invités à assumer de nouvelles responsabilités pour soutenir la transition vers une économie à faibles émissions de carbone (et aussi évaluer les risques liés au changement climatique). Les régulateurs peuvent en effet faciliter la réorientation des flux financiers vers les investissements nécessaires à la transition. Mais, selon les auteurs, leurs pouvoirs ne doivent pas être surestimés. Leurs boîtes à outils de diagnostic et de politique dans ce domaine sont naissantes et ces institutions ne peuvent pas (et ne doivent pas) étendre leur mandat unilatéralement. Assumer ces nouvelles responsabilités peut également comporter des pièges potentiels et des conséquences inattendues. Les régulateurs financiers ne peuvent pas à eux seuls mettre en place une économie à faible émission de carbone et encore moins se laisser piéger dans ce rôle faute d'autres acteurs efficaces. - <http://www.imf.org/external/pubind.htm>

## FINANCE

### Global Mergers & Acquisitions Review - Financial Advisors - Full Year 2021

REFINITIV

2022, décembre, 17 p.

Cette publication trimestrielle propose un panorama mondial des fusions-acquisitions d'entreprises : classements, données par grandes zones et pays, par institutions financières, par secteurs d'activité.

→ Voir aussi : *Mid-Market M&A Review, données trimestrielles sur les fusions-acquisitions de moins de 500 millions de dollars dans le monde.*

<https://www.refinitiv.com/en/products/deals-intelligence#quarterly-reviews>

### Global Equity Capital Markets Review : managing underwriters - Full Year 2021

GLOBAL EQUITY CAPITAL MARKETS REVIEW (Refinitiv) 2022, décembre, 14 p.

Conjoncture trimestrielle des marchés financiers mondiaux, en particulier des introductions en bourse (IPO) et des augmentations de capital par grandes zones.

→ L'accès au document nécessite une identification (enregistrement gratuit)

<https://www.refinitiv.com/en/products/deals-intelligence#quarterly-reviews>

### Assurance 2022 : Résilience malgré de nombreux défis

THEMATIC RESEARCH FINANCIAL INSTITUTIONS (Natixis) 2021, décembre, 26 p.

Perspectives annuelles de Natixis pour le secteur de l'assurance : bilan de l'année écoulée, risques, évolutions réglementaires et prévisions à court terme.

Accès public : <https://www.research.natixis.com/>

### 2022: Are banks out of the woods?

THEMATIC RESEARCH FINANCIAL INSTITUTIONS (Natixis) 2021, décembre, 27 p.

Perspectives annuelles à court terme de Natixis pour le secteur bancaire

Accès public : <https://www.research.natixis.com/>

Document réservé aux adhérents de Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

**Rexecode**